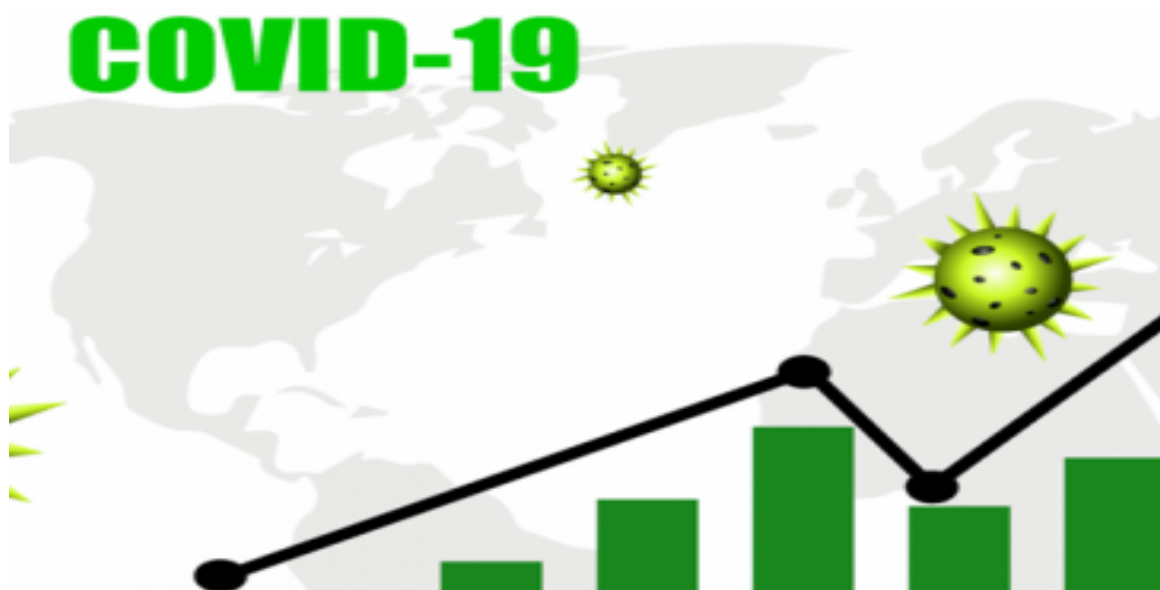


# Égalité durable pour tous

## *Document de position* *GCAP-Sénégal* *A l'occasion de la SMA 2021*

*"La pandémie est un portail. Nous pouvons choisir de le franchir, en traînant derrière nous, les carcasses de nos préjugés et de notre haine, notre avarice, nos banques de données et nos idées mortes, nos rivières mortes et nos ciels enfumés. Ou nous pouvons la traverser avec légèreté, avec peu de bagages, prêts à imaginer un autre monde. Et prêts à nous battre pour lui."*

Arundhati Roy, romancière, essayiste et activiste politique lauréate du prix Booker<sup>1</sup>.



## Ce n'est pas le monde que nous voulons

Le COVID-19 a mis le monde sens dessus dessous. Pourtant, ce n'est guère la première crise à toucher les milliards de personnes dont les droits à la santé, à la sécurité, à l'alimentation et à une vie digne sont régulièrement bafoués au quotidien. Depuis plus de 15 ans, GCAP et ses membres à travers le monde se battent pour la justice en remettant en cause les structures et les institutions qui perpétuent la pauvreté et les inégalités.

Au Sénégal plus de 1837 âmes sont emportées. Ce sont les chiffres officiels. Le chiffre réel est probablement beaucoup plus élevé.

Le COVID-19 est un virus de l'inégalité. Les disparités sont partout autour de nous : de l'accès inégal au vaccin au fait que les travailleurs de première ligne - qui sont confrontés aux plus grands risques sanitaires - des personnes issues de communautés victimes de discrimination en raison de leur travail et de leur ascendance.

**"La pandémie a été comme une radiographie montrant les failles horribles, systémiques et institutionnalisées de notre monde terriblement injuste"**, écrit M. Roy.

Au fil du temps, lorsque les gens se lèvent pour exiger que les dirigeants tiennent leurs promesses - que des ressources soient mobilisées pour atteindre les objectifs de développement durable, pour fournir la protection sociale nécessaire pour favoriser des communautés résilientes, pour indemniser les victimes du changement climatique causé par l'homme et empêcher un réchauffement irréversible de notre planète, pour aider les réfugiés et mettre fin à la discrimination fondée sur le sexe et la caste - ils se heurtent souvent à des affirmations selon lesquelles le prix à payer est trop élevé, que les ressources n'existent pas. Mais la pandémie souligne, une fois de plus, que lorsque les crises frappent les riches et les puissants, il est toujours possible de trouver et de mobiliser des ressources.

**"Comme l'esclavage et l'apartheid, la pauvreté n'est pas naturelle"**, a proclamé Nelson Mandela au début de GCAP. "Elle est le fait de l'homme et elle peut être surmontée et éradiquée par l'action des êtres humains".

L'assertion de Mandela est aussi vraie aujourd'hui qu'elle l'était en 2005. Avec les bonnes politiques en place, nous pouvons transformer les espoirs, les rêves et les vies de chaque personne qui a souffert de l'injustice de la pauvreté et de la discrimination. Nous pouvons franchir le portail de Roy et entrer dans un monde équitable, inclusif et vert.

Nous sommes confrontés à une opportunité et à un défi, mais nous, le peuple, ne nous laisserons pas décourager.

A cela s'ajoute les résultats bien mitigés de la mise en œuvre des ODD, selon le Secrétaire général des Nations-Unies, António Guterres, **«malgré des efforts considérables ces dernières années, nous ne sommes pas sur la bonne voie pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable d'ici 2030. Nous devons accélérer considérablement le rythme de mise en œuvre ... »**.

Au Sénégal, cette situation risque de compromettre les faibles progrès accomplis en matière de lutte contre la pauvreté, d'amélioration des soins de santé ou de l'équité dans l'accès à une éducation de qualité, en somme, tout ce qui touche à la justice sociale et climatique.

En effet, en impactant de façon frontale tous les segments de la population, tous les secteurs de l'économie, la pandémie complexifie davantage la mise en œuvre de nombreux projets et programmes relatifs aux ODD. Elle réduit le pouvoir d'achat des populations les plus vulnérables et

leurs capacités de résilience .Il ne serait pas surprenant de voir sous peu une augmentation sensible des inégalités et des injustices de tous ordres.

Cette situation, de toute évidence, va bouleverser les planifications avec des risques élevés de changement dans les priorités. Si l'on y ajoute la rareté quasi structurelle des ressources financières, l'on voit tous les défis qui jonchent le chemin vers la réalisation des ODD. Pour se repositionner de façon efficace et poursuivre avec succès l'aventure, il faut absolument opérer des ruptures profondes dans les manières de penser et d'agir. Il convient de s'orienter vers une approche inclusive, durable et innovante.

Dans cette optique GCAP-Sénégal se positionne, alerte et appelle par rapport aux urgences du développement et à la nécessité de faire face aux défis actuels.

Ce document de position met en lumière trois domaines politiques dans lesquels nous pouvons faire la différence aujourd'hui : garantir au peuple un accès gratuit et universel au vaccin, lutter pour la justice climatique et assurer le financement nécessaire à la réalisation de ces objectifs.

### **I. La santé publique : Un vaccin pour le peuple**

L'échec moral des dirigeants mondiaux à contenir la pandémie, à inverser les inégalités croissantes et à atteindre les objectifs de développement durable n'est nulle part plus évident que dans l'approche de la communauté internationale en matière de santé publique au cours des deux dernières années.

#### **Inégalité face aux vaccins : Les faits**

- 75 % de toutes les doses de vaccin COVID-19 ont été distribuées à seulement 10 pays.
- La couverture vaccinale par le COVID-19 en Afrique est inférieure à 2 %.
- L'Union européenne et les États-Unis ont chacun obtenu suffisamment de doses de COVID-19 pour vacciner entièrement leurs populations à cinq reprises.
- Au rythme actuel de la vaccination, les pays pauvres ne seront pas en mesure de toucher la majorité de leurs citoyens avant au moins 2024, peut-être même plus tard, à mesure que le virus mute et que les nations riches lancent des rappels pour leurs citoyens.



L'accès universel aux soins de santé, sans discrimination, est un droit humain

**La solution (en bref) :** Un accès gratuit et universel au vaccin COVID-19 - ainsi qu'aux outils nécessaires pour contrôler la pandémie, y compris les tests de diagnostic, les médicaments, l'oxygène et autres produits thérapeutiques, ainsi que les masques et les équipements de protection individuelle - pour tous, dès que possible, mais au plus tard en septembre 2022-

#### **4 étapes pour une égalité durable en matière de vaccins**

##### **1. Partagez les connaissances !**

Le moyen le plus sûr de réaliser l'égalité aux vaccins est de permettre la production de vaccins dans le monde entier, plutôt que dans quelques pays sélectionnés. Mais cela ne peut se faire que si la recette n'est pas secrète. L'Inde et l'Afrique du Sud ont demandé à l'Organisation mondiale du commerce de renoncer temporairement aux droits de propriété intellectuelle sur les vaccins, traitements et technologies COVID-19 jusqu'à ce que la pandémie soit terminée.

##### **2. Cessez de thésauriser la technologie**

Les entreprises pharmaceutiques affirment que même si les producteurs peuvent accéder à leurs brevets, ils ne seront pas en mesure de produire avec succès le vaccin COVID-19. L'Organisation mondiale de la santé n'est pas de cet avis. Elle a mis en place un programme appelé C-ATAP19, le pool d'accès aux technologies COVID-19, pour permettre l'octroi de licences et le transfert des technologies nécessaires à la fabrication de vaccins dans le monde entier.

##### **3. Investir immédiatement dans la santé publique**

Des investissements à grande échelle sont nécessaires de toute urgence pour fabriquer le vaccin, mettre en œuvre des programmes de vaccination et distribuer des médicaments, des kits de test et des équipements de protection individuelle. D'où viendront les fonds ? Heureusement, nous avons un plan. (Passez directement à la section 3 : Financement !)

##### **4. Ne laisser personne derrière**

Les gouvernements du monde entier ont approuvé le principe, mais ne prennent pas les mesures nécessaires. Les gouvernements nationaux et locaux doivent garantir une vaccination gratuite et universelle contre le COVID-19 pour tous. .

##### **Genre**

*"Comme une radiographie montre la maladie, le COVID-19 a exposé les conséquences hideuses des inégalités socio-économiques, civiles et environnementales existantes qui touchent les femmes." ~ "Leave No Woman Behind : Impact of COVID-19 on Women and Girls", publié par GCAP et ses partenaires, juillet 2021.*

Les femmes sont plus susceptibles d'être vaccinées que les hommes aux États-Unis, mais c'est le contraire en Inde et dans de nombreux autres pays. Les personnes de troisième sexe sont encore moins susceptibles de recevoir le vaccin COVID-19, car la peur et la stigmatisation ralentissent les campagnes de vaccination. Le véritable coût de la pandémie pour les femmes et les jeunes filles est toutefois plus évident lorsqu'on l'examine sous un autre angle.

## II. Climat

Nous sommes en pleine urgence climatique. Nous sommes confrontés au danger imminent d'extinctions de masse de nos écosystèmes, à la perte de biodiversité et même à davantage de souffrances humaines.

Si nous continuons ainsi, nous n'atteindrons pas les engagements promulgués par les gouvernements dans l'Accord de Paris. Nous ne maintiendrons pas le réchauffement global en deçà de 1,5 degrés Celsius.

Cela va précipiter 100 millions de personnes dans la pauvreté, compromettant considérablement le travail sur les ODD.

Dans cette urgence climatique, ceux qui sont sur la ligne de front sont ceux qui ont le moins contribué à cette situation, et qui souvent font partie des communautés déjà les plus marginalisées et les plus appauvries. Ils sont confrontés à des conditions météorologiques extrêmes et imprévisibles, qui détruisent leurs moyens de subsistance, leurs habitats et leurs traditions.

Il s'agit notamment des femmes, des jeunes, des Peuples Indigènes, des minorités, de ceux confrontés à des discriminations en raison de leur travail ou de leur ascendance, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.



Nous en appelons au gouvernement du Sénégal , à leurs pairs à travers le monde (y compris les Nations Unies) à :

- Mettre davantage de moyens humains et financiers dans des programmes inclusifs sensibles au genre, comme les Contributions Déterminées au niveau National (NDCs), les Plans Nationaux d'Adaptation (NAPs) et les plans de Réduction des Risques de Catastrophe (DRR) et de résilience.
- Garantir la place centrale des femmes et des groupes marginalisés dans les processus décisionnels et de mise en œuvre des NDCs et des plans NAPs, et de résilience.
- Nous appelons les pays développés à augmenter leur soutien financier dédié au Fond Vert pour le Climat (GCF) ; d'accélérer le transfert de technologies et la construction de la résilience, afin de soutenir des actions de réduction et d'adaptation inclusives, sensibles au genre et centrées sur les droits humains engagées par les pays en développement . Ceci implique de rendre le financement international pour le climat accessible aux organisations de la société civile et à celles qui sont sur la ligne de front de l'urgence climatique.
- Rendre l'Accord de Paris légalement contraignant et développer un mécanisme exécutif concernant les pays qui ne respecteraient pas leurs engagements

### III. Le financement de l'égalité durable

Parvenir à une égalité durable en matière de vaccins pourrait coûter plus de 4 000 milliards de dollars US, bien que ce chiffre puisse être sensiblement moins élevé si le monopole des produits pharmaceutiques sur le vaccin COVID-19 est brisé par l'approbation d'une dérogation aux ADPIC. Bien que cela représente beaucoup d'argent, c'est bien moins que ce que les États-Unis et d'autres pays riches ont dépensé pour la relance budgétaire liée au COVID et, heureusement, il existe plusieurs moyens pour la communauté internationale de mobiliser les fonds nécessaires.

#### - DTS (droits de tirage spéciaux du FMI)

Le 23 août 2021, le Fonds monétaire international a émis **650 milliards de dollars de "droits de tirage spéciaux"** pour stimuler la liquidité mondiale et "aider les pays à faire face à l'impact de la pandémie de COVID-19". Chaque membre du FMI40 a reçu une tranche, proportionnellement à sa quote-part au FMI. Traduction : les pays riches ont reçu le plus. Pour savoir combien votre pays a reçu, consultez cette carte.

#### - Ne laisser personne derrière

Les gouvernements doivent allouer des ressources supplémentaires pour s'assurer que les communautés marginalisées bénéficient des allocations de DTS. Lorsque ces fonds sont investis dans des programmes de santé publique et de protection sociale, les personnes issues des communautés exclues doivent être impliquées dans les programmes et les processus, du début à la fin, afin de garantir leur succès.

#### - Transparence et responsabilité : Rien sur nous, sans nous

Dans de nombreux pays, l'espace civique se réduit, les voix de l'opposition et les médias indépendants étant emprisonnés, exilés, intimidés ou pire encore. Dans certains cas, il suffit de partager un "mauvais" message sur les médias sociaux pour se retrouver du mauvais côté de la loi. Pour s'assurer que les ressources sont correctement dépensées et que les segments ignorés de la population sont inclus, les gouvernements doivent donner à la société civile la possibilité de contribuer et de superviser.



***"La pandémie du Covid-19 est un appel au réveil - et nous sommes en train de trop dormir."***

**Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres**